

France-Haïti 1825 : une dette odieuse

Category: Arguments et analyses
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Le 17 avril 1825, le roi Charles X signait une ordonnance reconnaissant l'indépendance d'Haïti, en contrepartie d'une indemnité colossale de 150 millions de francs, destinée à dédommager les anciens propriétaires esclavagistes. Cette « dette de l'indépendance » a enrayé le développement de l'État caraïbéen. Nous signalons les articles du CETRI.

Par **divers auteurs du CETRI**¹ Le Centre tricontinental (CETRI) est un centre d'étude, de publication et de formation sur les rapports Nord-Sud et les enjeux de la mondialisation en Afrique, en Asie et en Amérique latine.. Publiés les 17, 22 et 28 avril sur le site du [CETRI](#).

Trois articles du CETRI sur la dette imposée à Haïti

1. [Bicentenaire de la dette d'indépendance d'Haïti : « une injustice historique »](#)
2. [France-Haïti 1825-2025 : une reconnaissance partielle et partielle](#)
3. [200 ans après la dette odieuse imposée à Haïti, NON au mépris persistant de la France](#)

Bicentenaire de la dette d'indépendance d'Haïti : « une

injustice historique »

Par Benjamin König, Frédéric Thomas, Jean-Michel Hauteville, Stéphanie Trouillard. Le 7 avril 2025.

Il y a 200 ans, le 17 avril 1825, le roi Charles X signait une ordonnance reconnaissant l'indépendance d'Haïti, en contrepartie d'une indemnité colossale de 150 millions de francs, destinée à dédommager les anciens propriétaires esclavagistes.

Cette « dette de l'indépendance » a enrayé durablement le développement du jeune État caraïbéen.

Deux siècles plus tard, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer des réparations.

Réactions en demi-teinte après l'annonce par Emmanuel Macron de la création d'une commission binationale d'historiens chargée d'étudier les effets de cette « double dette ».

[...]

Suite de l'article « [Bicentenaire de la dette d'indépendance d'Haïti : « une injustice historique »](#) »...

France-Haïti 1825-2025 : une reconnaissance partielle et partielle

Par **Frédéric Thomas**. Tribune parue dans *Libération* et publiée le 22 avril 2025 sur le site du CETRI.

À l'occasion du bicentenaire de la rançon imposée par la France à Haïti, Emmanuel Macron a annoncé la mise en place d'une commission d'historiens. Il n'est cependant pas question de réparation dans cette démarche qui semble empêtrée d'une vision impérialiste.

La tribune de Frédéric Thomas dans Libération.

Le 17 avril 1825, Charles X, « ordonne » à Haïti de payer une indemnité de 150 millions de francs pour « dédommager les anciens colons ». En échange, la France « concède » l'indépendance à son ancienne colonie. Celle-ci s'était pourtant libérée seule, à travers une longue guerre de libération, vingt-et-un an plus tôt, en 1804. Mais, dans le contexte colonial et esclavagiste du 19ème siècle, Haïti est à la fois une monstruosité et une menace : aucune nation civilisée n'est prête à reconnaître cet État né d'une révolution victorieuse d'esclaves noirs.

Deux cents ans plus tard, le 17 avril 2025, par un communiqué, le président Emmanuel Macron revient sur cette histoire. Côté face, une prise de parole au sommet de l'État afin de « regarder cette Histoire en face » et de « refuser l'oubli et l'effacement ». L'annonce également de la mise en place d'une commission mixte franco-haïtienne d'historiens, coprésidée par Gusti-Klara Gaillard Pourchet, historienne haïtienne dont les travaux ont largement contribué à éclairer cet événement. Côté pile, l'absence de demande de pardon, sans référence aucune aux termes de « réparation » et de « restitution », ainsi qu'une méthode biaisée qui reste empêtrée dans une vision impériale.

[...]

Suite de la tribune de Frédéric Thomas « [France-Haïti 1825-2025 : une reconnaissance partielle et partielle](#) »...

**200 ans après la dette odieuse imposée à Haïti, NON
au mépris persistant de la France**

Par **un collectif**. Tribune publiée le 24 avril 2025 dans

L'Humanité.

Un collectif de signataires juge insuffisantes les annonces du président de la République à l'occasion du bicentenaire de l'indépendance d'Haiti.

Deux siècles après l'imposition d'une dette coloniale injustifiable à Haïti, la France continue de fuir ses responsabilités. Nous, collectifs, membres de la société civile et militant·e·s solidaires, exprimons notre profonde indignation face à la déclaration du président Emmanuel Macron, qui refuse toujours de reconnaître pleinement la nature odieuse de cette dette et d'engager le processus de réparation.

Nous, actrices et acteurs de la société civile, membres d'organisations de solidarité internationale et défenseur·e·s de l'autodétermination des peuples, unissons nos voix pour rappeler une vérité longtemps occultée : Haïti est la victime d'une dette injuste, d'un mal-développement structurel et d'une violence historique dont la France demeure comptable.

[...]

Suite de la tribune « 200 ans après la dette odieuse imposée à Haïti, NON au mépris persistant de la France »...

Génocide et famine au Soudan

Category: International

écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

La situation au Soudan obtient bien moins l'attention

des médias mondiaux que la guerre génocidaire sioniste en cours à Gaza reçoit. L'ampleur de la catastrophe humaine y est pourtant tout aussi horrible. Gilbert Achcar rappelle que les pays occidentaux portent la responsabilité principale de ce qui est arrivé au pays.

L'autre catastrophe : génocide et famine au Soudan

Par **Gilbert Achcar**. Le 23 avril 2025. Publié par le Club de Mediapart. Traduit de sa chronique hebdomadaire dans le quotidien de langue arabe, *Al-Quds al-Arabi*, basé à Londres. Cet article est d'abord paru en ligne le 22 avril.

Deux ans se sont écoulés depuis que la guerre a éclaté au Soudan entre les deux camps du régime militaire que le pays a hérité du tristement célèbre Omar el-Béchir.

Alors que la situation au Soudan n'obtient même pas un dixième de l'attention des médias mondiaux que la guerre génocidaire sioniste en cours à Gaza reçoit, l'ampleur de la catastrophe humaine y est tout aussi horrible.

Le nombre de morts directement causées par la guerre entre militaires est estimé à plus de 150 000, tandis que le nombre de personnes déplacées s'élève à environ 13 millions et que le nombre de personnes menacées de famine sévère atteint 44 millions – un nombre record qui fait de la guerre au Soudan la plus grave crise humanitaire dans le monde d'aujourd'hui.

[...]

Lire la suite de l'article de Gilbert Achcar : [« L'autre catastrophe : génocide et famine au Soudan »...](#)

NFP 2025 : Débat sur les municipales

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Pour des assemblées citoyennes communales

Le réseau des collectifs citoyens du NFP organise une visioconférence sur les municipales, le communalisme et les expériences citoyennes, dans leurs succès, ou aussi leurs limites.

Visio le 27 mai 2025 à 19:00 avec Pierre Sauvêtre (sociologue), David Flacher et Bernard Prieur.

★ **LE RÉSEAU DES** ★
COLLECTIFS
CITOYENS DU NFP
VOUS INVITE

MUNICIPALES

POUR DES
ASSEMBLÉES
CITOYENNES
COMMUNALES

VISIO • 27 MAI • 19^H

AVEC

PIERRE SAUVÈTRE, SOCIOLOGUE, « LE MUNICIPALISME DES COMMUNS »

« LE PRINTEMPS MARSEILLAIS » : BILAN DE 2020

DAVID FLACHER, « PARIS COLLECTIF » (PROJET CITOYEN)

BERNARD PRIEUR, « LE TIERS CITOYEN » (IVRY SUR SEINE)

« LE HAVRE CITOYEN » EN 2020

★ **NOUS ÉCRIRE : RESEAUNFP@GMAIL.COM** ★

Avenir de la Nouvelle-Calédonie

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Le FLNKS attendait, à l'occasion des discussions sur l'avenir institutionnel, l'établissement des conditions indispensables à de véritables négociations. À l'issue du dernier cycle, il a estimé qu'avec la proposition faite par Manuel Valls, « l'État avait franchi un pas dans sa responsabilité et ses engagements de décoloniser le pays ».

Le point de vue du FLNKS à propos des négociations sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, tenues du 5 au 7 mai

Le FLNKS attendait, à l'occasion de la visite ministérielle de Manuel Valls, la reconnaissance explicite par l'État de l'établissement des conditions indispensables à de véritables négociations.

Le FLNKS avait rappelé qu'il restait disponible pour un dialogue constructif, dès lors que celui-ci repose sur un cadre formel garantissant l'équité, la sécurité juridique et le respect du droit à l'autodétermination.

Pour le FLNKS,

« la signature de l'Accord de Kanaky devra intervenir au plus tard le 24 septembre 2025 et devra préciser la date effective d'accession à l'indépendance avant la fin du mandat présidentiel en 2027 incluant une période de transition – la plus courte possible – afin opérer

les transformations nécessaires pour faire accéder la Nouvelle-Calédonie – disposant actuellement d'une autonomie renforcée – à un État-nation souverain. Le choix des interdépendances interviendra dans un second temps par des accords de coopération. »[...]

« Enfin, s'agissant du contenu, l'Accord de Nouméa demeure la base des négociations futures. Ainsi, étant donné que nous poursuivons dans la continuité de cet accord, les principaux éléments à intégrer dans l'accord de Kanaky porteront prioritairement sur l'exercice du droit à l'autodétermination, le transfert des compétences régaliennes, le corps électoral citoyen qui deviendra à terme la nationalité ainsi que le statut international de pleine responsabilité. Il est impératif que le processus de décolonisation soit mené à son terme, avec la souveraineté complète comme objectif ultime et condition indispensable à une paix durable pour les habitants de la Kanaky. »

À la suite du dernier cycle de négociation, le FLNKS a publié le communiqué ci-dessous



Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste

Bourail, le 8 mai 2025

Communiqué de presse

Le Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste s'est pleinement engagé dans les négociations sur l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie, qui se sont tenues du 5 au 7 mai 2025 à Gouaro Deva conformément à la motion de son 44^{ème} congrès.

Sous l'égide du Ministre d'Etat des Outre-mer, Manuel Valls, et du conseiller spécial du Premier ministre, Eric Thiers. L'État y a soumis le 30 avril 2025 un projet posant les bases d'une nation avec des liens d'état à état avec la France. Elle se décline par le transfert des compétences régaliennes à la Nouvelle-Calédonie, avec délégation immédiate à la France pour certaines d'entre elles, l'instauration d'une double nationalité et la définition d'un statut internationalement reconnu.

Cette proposition intègre les attributs même d'un état souverain et s'inscrit dans le processus de décolonisation initié par les accords de Matignon et de Nouméa. Il est complété par un socle structurant d'engagements communs répondant aux urgences : priorités sociales coconstruites avec la société civile, réformes institutionnelles et administratives, assainissement des finances publiques, relance de la filière nickel, diversification économique, affirmation de l'État de droit et renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Avec cette proposition, le FLNKS estime que l'Etat a franchi un pas dans sa responsabilité et ses engagements devant les Nations unies de décoloniser le pays. Néanmoins, ce projet devra être consolidé, pour tenir compte de l'ancrage du pays dans sa région et du contexte géopolitique instable.

Cette proposition est en cohérence avec le projet d'accord du FLNKS remis le 30 avril au ministre de l'Outre-mer. De plus, elle a pu recevoir l'aval de la majorité des délégations représentées et constitue une base de travail pour le consensus recherché.

De leur côté, les partisans du maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France ont proposé un projet de double fédéralisme s'apparentant à une partition du territoire. Il n'a pu avoir notre approbation, car il ne s'inscrit pas une trajectoire conduisant à la pleine souveraineté et contrevient aux principes d'une nation une et indivisible.

Le FLNKS continuera de travailler avec celles et ceux qui ont choisi la voie du vivre-ensemble pour fonder les bases de notre future nation.

Nous saluons les autorités coutumières et notables du district de Ny et de la région Ajië-Arhö, la population et le maire de Bourail, M. Patrick Robelin, et le maire honoraire M. Jean-Pierre



Front de Libération Nationale Kanak et Socialiste

Aïfa qui par leur accueil coutumier nous ont permis de travailler sereinement dans ce lieu chargé d'histoire.

A l'approche du 13 mai, le FLNKS appelle à la vigilance et à l'apaisement sur l'ensemble du pays. A l'heure où le pays panse encore ses plaies, le mouvement de libération exprime sa solidarité militante en pensées et en prières pour les familles de ceux qui ont souffert dans leur chair, ceux qui ont perdu la vie, ceux qui ont perdu leurs emplois et leurs biens. Le FLNKS apporte également son soutien aux camarades emprisonnés pour avoir porté notre idéal politique dans le respect. Le front appelle la population au calme en cette période de commémoration et s'engage à poursuivre avec détermination la lutte pour la pleine émancipation du pays.

Emmanuel TJIBAOU
Chef de délégation du FLNKS

Lettre d'ENSEMBLE! n° 151

Category: Lettre d'ENSEMBLE!
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Lettre n° 151
du 15 mai 2025

Au sommaire :

- L'Édito : Vous avez dit régulation ? ;
- Contre les licenciements, une autre politique ! ;
- D'un 13 mai, l'autre ;
- Non à la participation d'Israël au Salon du Bourget 2025 ;

La Lettre d'ENSEMBLE! n°151 15-05-2025

La Syrie suite à la Libération

Category: International
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Notre camarade Jean-François Le Dizès – bourlingueur militant – a pu se rendre en Syrie. Il a longuement circulé dans Damas. Après un rapide rappel historique, il nous fait partager ses impressions sur la vie quotidienne des habitants de la capitale syrienne. Un récit de voyage en immersion que vous découvrirez ci-

dessous.

Syrie : L'après-guerre suite à la Libération

Par **Jean-François Le Dizès**²Auteur de : *Globe-trotter, carnets de voyage d'un bourlingueur militant, 2007, Éditions L'Harmattan* et *Quand les voyages et le militantisme se rejoignent, 2017 (deux tomes)*. Mai 2025.

N'ayant pu contacter avant mon départ les autorités syriennes responsables de l'obtention de visas, c'est sans un tel permis que je me suis pointé à la frontière libano-syrienne. Compréhensif, le policier syrien que j'ai vu m'a laissé entrer dans son pays. J'ai ainsi séjourné seize jours à Damas. Si, pour des raisons d'absence de langue commune entre bon nombre de Syriens et moi, mes discussions ont été handicapées, mes nombreuses promenades à pied m'ont permis de voir la vie menée dans de nombreux quartiers.

Des quartiers complètement détruits



Destructions à Damas © JFLD

En visitant les banlieues de Damas (Douma au nord et Daraya au sud), j'ai été impressionné par les ravages provoqués par l'artillerie et l'aviation de l'armée de Bachar Al-Assad et par l'aviation russe.

Des quartiers entiers sont à terre. Le fait que les châteaux d'eau aient été impactés par des obus montre que l'objectif était de faire souffrir les

populations. J'ai aussi pu voir comment les mosquées ont été largement touchées. Les établissements scolaires et sanitaires étaient aussi particulièrement ciblés, m'a-t-on rapporté.

Les murs des constructions restantes sont criblés de balles, probablement tirées de part et d'autre. Ainsi, à Daraya en 2016, il ne restait plus que 4 000 personnes sur les 80 000 habitants de

2012³<https://abc-ville-mamo.univ-tours.fr/entry/damas/> !

Comment en est-on arrivé là ?

La chute de Bachar Al-Assad

Quand Hafez Al-Assad prit le pouvoir, suite à un coup d'État en 1970, il a pratiqué au début une politique économique socialiste.

Mais, à partir de 1996, il y eut un virage vers le libéralisme économique qui fut funeste aux populations les plus défavorisées. Il faut ajouter à cela les sécheresses qui ont frappé le pays à la fin des années 2000.

Par ailleurs, le régime politique des Assad père et fils était très sévère et n'admettait aucune émergence de courant de pensée hétérodoxe. Cette situation fut fatale, par exemple, à l'imam de Daraya, Abdel Akram Al-Saqqa, tué sous la torture dans les prisons du régime dans les années 2010.



Château d'eau touché par des tirs © JFLD

Stimulée par les exemples tunisien et égyptien, la révolution syrienne a émergé après l'annonce des tortures policières subies par 15 adolescents de Draa. Ces actes ont provoqué, dans toutes les villes syriennes, des manifestations de protestation, réprimées dans le sang par les « forces de

l'ordre ». On a alors assisté à un engrenage mobilisation-répression.

Mais au bout d'un moment, les armes sont aussi apparues du côté des contestataires pour protéger les manifestants. Cet armement fut l'amorce de l'irruption de l'armée insurrectionnelle qui allait tenir des quartiers entiers, notamment les banlieues de Damas. D'où les bombardements contre celles-ci.

En revanche, Damas intramuros n'a guère été touchée par ceux-ci. Très nombreux ont été les déserteurs de l'armée de Bachar Al-Assad, dont beaucoup d'entre eux ont rejoint l'insurrection.

Pour subsister, le régime des Assad, en plus de la force militaire, employait des méthodes policières de plus en plus générales. Un certain nombre de personnes m'ont dit que, par exemple, à un barrage policier il fallait souvent répondre à un interrogatoire. À cause d'un simple message laissé sur les réseaux sociaux on pouvait voir la police débarquer le lendemain chez soi ! Ainsi s'explique que, dans le classement mondial de « Reporter sans frontière » de 2024 sur la liberté de la presse, la Syrie était classée 179e sur 180 États classés.

De plus, les gens devaient faire face à une corruption extrême : dans le classement mondial de « *Transparency International* » de 2023 sur le niveau de corruption, la Syrie a été classée 177e sur 180 États classés.

Face aux bombardements, une très grande partie de la population a été obligée de se déplacer en ou hors Syrie : plus de 13 millions de personnes⁴UNICEF. Aussi, de 2011 à 2016, la population du pays a chuté de 22,9 millions d'habitants à 19,2

millions⁵<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays/?codeStat=SP.POP.TOTL&codePays=SYR&codeTheme=1>.

L'espérance de vie s'était écroulée, passant de 75,9 ans en 2010 à 55,7 ans en 2014⁶https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/03/16/les-syriens-ont-perdu-20-ans-d-esperance-de-vie-en-quatre-annees-de-guerre_4593255_3218.html.

Le conflit s'est terminé en décembre 2024, suite au lâchage par Poutine de Bachar Al-Assad, dont l'armée a alors subi une débandade face à l'armée rebelle. Le conflit a fait 528 000 morts⁷<https://www.la-croix.com/international/l-observatoire-syrien-des-droits-de-lhomme-une-source-dinformations-incontournable-20250102>.

Mais depuis le changement de régime, Israël profite de l'affaiblissement de la défense syrienne pour réduire à zéro celle-ci. J'ai pu voir comment l'aéroport militaire de Mezzeh, situé dans la banlieue de Damas, avait été détruit par l'aviation israélienne.

Quelle est la politique du nouveau régime ?

Quasiment toutes les personnes que j'ai rencontrées m'ont exprimé leur joie de ne plus vivre sous l'étau du régime de Bachar Al-Assad. Elles étaient heureuses de vivre dans une « *Free Syria* ». Maintenant, on peut en effet s'exprimer librement sans danger d'être arrêté, m'a-t-on dit à de nombreuses reprises.

Le régime d'Ahmed al-Charaa, issu de l'armée rebelle, met du temps à se mettre en action.

Par exemple, la radiotélévision nationale, qui avait été débranchée lors de la chute de Bachar Al-Assad, n'a repris ses émissions qu'en avril. Le nouveau régime a entièrement renouvelé la police. Celle-ci est aujourd'hui constituée de jeunes issus de l'armée rebelle.



Ruelle de Damas © JFLD

Pour éviter les abus, le nouveau gouvernement a fixé un barème pour les minibus, qui sont le principal moyen de locomotion à Damas. Mais dans certains quartiers, notamment dans la « Vieille ville », les rues sont trop étroites pour la circulation automobile. D'où l'usage de la marche à pied qui, d'une manière générale, est bien pratiquée dans les déplacements.

Quelle condition de la femme ?

De tendance islamiste, Ahmed al-Charaa pratique une politique laïque respectant la variété des religions (sunnite, druze, alaouite, chrétienne) et leur pratique, m'a-t-on souvent précisé. D'ailleurs, j'ai pu constater que les habits des femmes, qui sont loin d'être cloîtrées chez elles, sont très variés : port du niqab, tête nue ou port du voile avec parfois d'autres vêtements de

couleur.

Majoritaires à l'université à raison de 60%⁸<https://www.lorientlejour.com/article/1440466/-la-syrie-nes-t-pas-lafghanistan-jolani-se-dit-en-faveur-de-leducation-pour-les-femmes.html>, les femmes auraient progressé vers leur émancipation en participant, à leur façon, à la rébellion nationale. Cependant, elles restent très peu nombreuses à tenir le volant d'une voiture et encore moins le guidon d'une moto !

Une éducation marquée par la guerre

Selon les endroits, les écoles sont mixtes ou non, les parents ont le choix. Mais l'éducation a beaucoup pâti de la guerre, et ce, d'autant plus que l'aviation ciblait les écoles. Ainsi, en 2023, un tiers de celles-ci étaient hors service⁹<https://www.lorientlejour.com/article/1348240/syrie-ree-ntree-scolaire-sur-fond-de-crise-economique-etouffante.html>. De 99% en 2010, le taux de scolarisation primaire n'est plus que de 76% en 2023¹⁰<https://atlasocio.com/classements/education/scolarisation/classement-etats-par-taux-de-scolarisation-niveau-primaire-asie.php>. Actuellement, on pratique la « double équipe » ; c'est-à-dire que les enfants n'ont école qu'une demi-journée par jour.

Les déplacements de population et la situation économique des familles sont aussi des freins à la scolarisation des enfants, 90% de la population vivant sous le seuil de pauvreté¹¹<https://www.lorientlejour.com/article/1348240/syrie-ree-ntree-scolaire-sur-fond-de-crise-economique-etouffante.html>.

J'ai été impressionné par le nombre d'écrivains publics actifs stationnés devant un bâtiment administratif pour aider les personnes qui n'avaient pas la plume facile.

Très peu de Syriens parlent une langue étrangère. À cela, il

faut ajouter que, depuis qu'ont été imposées à la Syrie des sanctions économiques internationales, la presse écrite a entièrement disparu pour cause de pénurie de papier. En revanche, à Damas, les petites librairies sont en assez grand nombre.

Une économie à plat

Ces sanctions économiques occidentales – qui, à mon avis, n'ont plus de raison d'être – contribuent à maintenir le pays dans un état de pauvreté.

Les vendeurs informels abondent sur les trottoirs. Constamment, on est sollicité par des mendiants. D'une manière générale, l'économie de Damas est basée sur le petit commerce.

Par ailleurs, les gens se plaignent du manque d'argent et du fait que le travail soit dur à cause d'horaires à rallonge ! Combien de personnes ne m'ont-elles pas demandé sur le ton de la plaisanterie de les emmener en France ?



Immeuble criblé de traces de tirs © JFLD

Les automobiles, assez nombreuses pour occuper les trottoirs, ne sont que des vieilles bagnoles d'occasion, cent fois

bricolées. Le réseau électrique ne fournit du courant que quelques heures par jour. Face à cette pénurie, les Syriens ont beaucoup développé individuellement les panneaux solaires sur les toits de leur logement. Dans aucun pays visité, jusqu'à présent, je n'en avais vu tant.

Une écologie ignorée, une santé à vau-l'eau

Il n'y a pas eu jusqu'à présent de politique publique en faveur de l'écologie et de l'hygiène.

Les bus publics sont peu nombreux. Il n'y a plus aucune ligne de chemin de fer.

Comme il n'y a pas de poubelles publiques, les rues sont en fin de journée jonchées de papiers, de plastiques et de mégots. Heureusement qu'il y a de nombreux balayeurs publics.

Par ailleurs, à cause du stress causé par la guerre, m'a-t-on dit, les Syriens fument énormément, presque sans arrêt. L'un d'entre eux m'a confié que ses dépenses de tabac représentaient 30% de son budget. Ce qui a bien sûr une grande influence sur le développement des cancers du poumon.

Si, depuis longtemps, les médecins familiaux sont essentiellement des salariés d'État, les bombardements ciblés des établissements de santé ont réduit les capacités de soin. Du coup, actuellement, la Syrie est au-dessous de la moyenne régionale en ce qui concerne l'espérance de vie : 72 ans contre 72 à l'Irak, 77 à la Turquie et 78 au Liban et en Jordanie¹²**Banque mondiale.**

Le jour de mon départ de Damas, profitant d'un incident local entre les communautés sunnites et druzes, l'aviation israélienne a de nouveau bombardé cette agglomération.

Les Syriens vivront-ils un jour en paix ?

Lettre d'ENSEMBLE! n° 150

Category: Lettre d'ENSEMBLE!
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Lettre n° 150
du 08 mai 2025

Au sommaire :

- L'Édito : 8 mai 1945, 8 mai 2025 ;
- Résistances à Trump ;
- La Nakba, conséquence de la création d'Israël ;
- L'autre 8 mai 1945 : massacres en Algérie (Sétif, Guelma et Kherrata) ;

Lettre d'ENSEMBLE! n°150 8-05-2025

1er-Mai 2025, intervention d'ENSEMBLE!

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Cette année, le 1er-Mai a été l'occasion d'affirmer, à nouveau, l'unité indispensable de l'ensemble des forces de la gauche et de l'écologie. Le NFP y joue un rôle majeur. Notre porte-parole, Jean-François Pélissier, est intervenu, au nom de notre mouvement, lors de la manifestation parisienne. Vous trouverez son

intervention ci-dessous.

Intervention d'ENSEMBLE!, le 1er mai 2025

Bonjour à toutes et tous,

Comme le dit la présidente d'Amnesty International, le monde et l'Humanité sont au bord de la bascule. En premier lieu, le droit international, est désormais frontalement attaqué. Et, depuis sa réélection, « l'effet Donald Trump » agit comme un accélérateur. Ce n'est plus le droit, mais la brutalité et la force qui régissent le monde.

En Europe et en France, comme ailleurs dans le monde, on voit des « petits Trump » qui veulent copier le maître de Washington. En France, par exemple, Retailleau veut dissoudre La Jeune Garde, organisation antifasciste, et aussi Urgence Palestine. Il y a pourtant urgence à reconnaître l'État de Palestine ! Wauquier le copain et rival de Retailleau veut renvoyer les « étrangers » à Saint-Pierre-et-Miquelon. Pourquoi pas au Groenland, sous une occupation Trump !!

Face à la menace raciste mondiale, face aux meurtres islamophobes et aux attaques antisémites qui prolifèrent, réaffirmons fermement notre combat universel pour les droits humains – dont l'égalité hommes femmes.

Nous sommes aux côtés des peuples qui luttent pour leur liberté, leur droit à l'autodétermination et à la souveraineté, aux côtés de l'Ukraine résistante, aux côtés de la Palestine martyrisée, aux côtés du peuple Kanak maintenu sous domination du colonialisme français, dont les méfaits se font partout encore sentir, notamment en Afrique.

L'autre menace mondiale est le recul général sur la bifurcation écologique. À commencer par la tolérance aux produits phytosanitaires et aux PFAS qui détruisent la vie à petit feu. Tout le monde a en tête l'étude participative britannique faisant état de l'effondrement de la population

d'insecte entre 2021 et 2024 : 60%. Pire, l'extrême droite fabrique le négationnisme climatique à travers les médias qu'elle contrôle : le « carbofascisme » ! – je n'ai pas le temps de développer...

Mais ce jour est avant tout le 1er-Mai historique et international du monde du travail. Partout, le capital veut rester maître, et faire supporter la concurrence aux salarié·es et aux chômeur·euses soumis·es à surveillance et menaces. Le capital ferme des usines en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France où 200 000 destructions de postes de travail sont en cours comme à Vencorex à Grenoble ou Arcelor à Dunkerque, après les licenciements chez les géants du commerce comme Auchan.

Face à ces attaques contre le droit constitutionnel au travail, nous exigeons, avec les syndicats unis, un droit de regard, un contrôle public comme en Grande-Bretagne où la nationalisation d'une aciérie est en cours. En France, le Gouvernement doit répondre au patronat par un moratoire sur les plans antisociaux. Un moratoire accompagné du soutien aux solutions alternatives proposées par les travailleurs·euses et les syndicats. Par exemple dans l'économie sociale et solidaire ou la transition écologique. En aucun cas, les salaires doivent être perdus, mais garantis par une Sécurité sociale professionnelle.

Et personne n'a oublié la grande lutte de 2023 contre la loi retraite à 64 ans. Contre le piège tendu aux syndicats par le sinistre « conclave » de Bayrou, exigeons une autre loi sur les retraites. Elle est possible ! La CGT a publié une étude d'opinion montrant qu'un référendum et l'abrogation de la loi 2023 sont demandés par une écrasante majorité de Français·es.

Il est donc temps de conforter la mobilisation populaire et antifasciste de juillet 2024. Il est temps de mettre en avant une équipe de porte-paroles du Nouveau Front populaire. Il est temps d'arrêter les chamailleries et de répondre à l'appel de

Lucie Castets pour maintenir une force unie et gagnante.

Vive la lutte des peuples et des travailleurs et travailleuses du monde entier ! Et puisque nous sommes dans un cortège politique, que vive le Nouveau Front populaire !



Manifestation 1er-Mai 2025

Non aux dissolutions annoncées

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Non à la dissolution d'Urgence Palestine et de la Jeune Garde

Une fois de plus, à l'initiative de Retailleau, le Gouvernement menace de dissoudre des organisations qui expriment leur solidarité active avec le Peuple palestinien ou s'opposent aux groupes néo-fascistes.

En engageant cette procédure contre **Urgence Palestine** et **la Jeune Garde**, il ne fait que reprendre à son compte les exigences liberticides de l'extrême droite. Ce Gouvernement, dans une dérive autoritaire, se fait de plus en plus le complice de l'extrême droite.

ENSEMBLE! exprime sa solidarité avec **Urgence Palestine** et **la Jeune Garde** face aux menaces de dissolution du pouvoir.

Au-delà de ces organisations, ce sont la liberté d'association et la liberté d'expression qui sont directement attaquées.

Bagnolet, le 7 mai 2025

ENSEMBLE!

Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire

Le communiqué d'ENSEMBLE! est [téléchargeable au format PDF](#)

Réseau des collectifs locaux

du NFP

Category: Actualité politique

écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Informé des graves menaces qui pèsent sur Thomas Portes, député du NFP, le Réseau des collectifs locaux du NFP lui témoigne son soutien et sa solidarité dans son combat pour les droits du peuple palestinien. À l'occasion, le Réseau rappelle qu'il organisera sa deuxième rencontre nationale le samedi 21 juin.

Communiqué du Réseau des collectifs locaux du Nouveau Front populaire

Informé des menaces extrêmement graves qui pèsent sur le député du NFP Thomas Portes, le réseau qui fédère les initiatives locales rapprochant tous les membres du NFP – élus, militants et sympathisants – entend lui témoigner son soutien plein et entier ainsi que sa solidarité dans son combat pour que le droit international triomphe afin que les droits nationaux du peuple palestinien soient enfin mis en œuvre.

L'extrême-droite ne viendra jamais menacer les élus de la République sans que la gauche, toute entière, et plus largement toutes celles et ceux épris de démocratie, ne les protègent.

C'est pourquoi nous sommes au côté de Thomas Portes qui peut non seulement compter sur notre soutien moral et politique, mais également sur notre aide concrète s'il en ressent le besoin ou l'envie.

Le Réseau des collectifs locaux du NFP organisera sa deuxième rencontre nationale le samedi 21 juin.

Le communiqué complet avec l'annonce de la rencontre nationale du 21 juin 2025 est [téléchargeable au format PDF...](#)

Pour compléter, vous pouvez lire :

- [Menacé de « décapitation », le député LFI Thomas Portes demande une protection policière « immédiate »](#)
-

Ukraine : Brigades de Solidarité n° 38

Category: International
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Le nouveau numéro des « Brigades éditoriales de solidarité » vient de paraître – toujours publié par Syllepse et d'autres maisons et réseaux d'édition – avec un très riche sommaire. « [SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE N° 38](#) » est en téléchargement libre et gratuit.

N'hésitez pas à diffuser largement autour de vous, en contribuant ainsi à la solidarité avec la résistance du peuple ukrainien.

Il est possible de télécharger gratuitement tous les numéros parus [en consultant cette page...](#)

En complément, vous trouverez sur notre site :

- **Ukraine 2022-2024**
- [Ukraine : appel à la solidarité !](#)
- [Ukraine, guerre de libération Partie 1](#)

Soutien et amitiés à Habib Kazdaghli

Category: Communiqués

écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Soutien et amitiés à Habib Kazdaghli

On assiste en Tunisie depuis de longs mois – et en particulier récemment à l’occasion d’un procès contre un prétendu « complot contre la sûreté de l’État », caricature de procès sans réelles preuves contre les accusé·es, mais ayant entraîné de lourdes peines de prison – à un effondrement des libertés démocratiques. L’actuel président Kaïs Saïed en arrive à un niveau de répression digne de celui de Ben Ali qui fut chassé du pouvoir par la Révolution tunisienne de décembre 2010 – janvier 2011 !

C’est dans cette ambiance que vient de se dérouler une charge totalement scandaleuse contre notre ami de longue date – Habib Kazdaghli – ancien doyen de la faculté des lettres de la Manouba à Tunis. Là où ont eu lieu les Forums Sociaux Mondiaux de 2013 et 2015. Une campagne a été menée contre Habib par des étudiant·es de divers courants idéologiques – allant des islamistes aux nationalistes arabes et à l’« extrême-gauche » – au prétexte d’un hommage académique envisagé en sa faveur.

Face à cette mobilisation étudiante et aux accusations infondées contre Habib, le conseil scientifique de la Manouba, dans un communiqué ambigu, n’a pas soutenu leur ancien collègue. Ceci en toute logique avec sa décision de 2023 de

lui retirer son éméritat. Son travail universitaire reconnu sur l'histoire du mouvement communiste, sur l'histoire des femmes et sur l'histoire des minorités en Tunisie et en particulier de la minorité juive, n'est pas formellement mis en cause. Mais, ce communiqué reprend, sans le nommer, l'accusation de « normalisation », c'est-à-dire la participation à des séminaires auxquels sont convié·es des historien·nes du monde entier, y compris d'Israël.

C'est dans ces conditions qu'ENSEMBLE! réaffirme :

- Son soutien et ses amitiés à Habib Kazdaghli
- Son soutien aux forces démocratiques du peuple tunisien

Bagnolet, le 5 mai 2025

ENSEMBLE!

Mouvement pour une Alternative de Gauche Écologiste et Solidaire

Le communiqué d'ENSEMBLE! est [téléchargeable au format PDF](#)

Soutien à Israël et guerre sans fin !

Category: International

écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Macron répète souvent qu'Israël a le droit de se défendre. Mais, en dehors du Liban, il se tait lorsque Israël, même sans être agressé, attaque un territoire

voisin, notamment la Syrie. En soutenant le gouvernement israélien, Macron est non seulement complice du génocide palestinien, mais aussi d'une guerre sans fin.

Quand le soutien à Israël mène à une guerre sans fin !

Par **Jean-François Le Dizès**. Le 3 mai 2025.

Un gouvernement réprimant le soutien aux Palestiniens

Le 30 avril, notre ministre de l'Intérieur – Bruno Retailleau – a annoncé vouloir dissoudre l'association « Urgence palestinienne » pour cause d'islamisme. Le ministre – candidat à la présidence des Républicains – amalgame volontairement soutien à la Palestine et islamisme ! Déjà, après octobre 2023, le ministre de l'Intérieur de Macron avait interdit de nombreuses manifestations et meetings en faveur de la Palestine. Comme l'a prouvé la justice, ces mesures étaient des atteintes aux libertés.

Mais Macron voudrait être au-dessus des lois. Comme son collègue hongrois, Victor Orbán, il a dit qu'il n'appliquerait pas la demande d'arrestation de Nétanyahou faite par la Cour pénale internationale si celui-ci foulait le sol français.

À plusieurs reprises, il a affirmé qu'Israël avait le droit de se défendre. Mais, en dehors du Liban, il se tait lorsque Israël attaque un territoire voisin, notamment la Syrie.

La Syrie, nouvel objectif d'Israël ?

En étant à Damas fin avril, j'ai pu voir qu'il ne restait plus rien de l'aéroport militaire de la banlieue de cette capitale, bombardé par l'armée israélienne en décembre dernier. Par la même occasion, celle-ci a grignoté une partie supplémentaire du territoire syrien, en particulier le versant syrien du mont Hermon.

Déjà, en 1967, l'armée israélienne avait occupé le plateau du Golan en faisant fuir la population syrienne. En avril 2024,

elle a attaqué le consulat de l'Iran à Damas.

Depuis le 29 avril, elle procède à de nouvelles frappes aériennes en Syrie pour, soi-disant, défendre les Druzes. Des violences sont, de fait, survenues entre groupes armés liés au pouvoir syrien et combattants druzes. Mais, n'est-ce pas plutôt un prétexte pour empiéter encore un peu plus sur le territoire syrien ? Macron appelle-t-il la Syrie à se défendre ? Rappelons qu'Israël ne respecte ni les accords de cessez-le-feu signés avec les autorités libanaises ni ceux signés à Gaza !

Ni en Cisjordanie, ni en Syrie, il n'y a eu l'équivalent du 7 octobre 2023, mais le résultat est le même. Même sans être agressée, Israël attaque, avance ses pions et provoque donc une guerre sans fin.

Ainsi, en soutenant le gouvernement israélien, Macron est non seulement complice du génocide palestinien, mais aussi d'une guerre sans fin.

À propos de législatives à venir

Category: Actualité politique
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

Faire des pronostics en politique se retourne généralement contre leurs auteurs. Mais les forces de gauche devraient discuter de l'hypothèse d'une dissolution comme une possibilité concrète. Cela suppose donc de surmonter les divisions et les volontés de tracer des frontières infranchissables entre deux

gauches, en particulier entre socialistes et insoumis.

À propos de législatives à venir

Par **François Calaret**. Le 2 mai 2025.

Ces législatives qui peuvent venir

Faire des pronostics en politique a peu d'intérêt et se retourne généralement contre ceux qui essaient de jouer aux oracles. Mais la façon dont on appréhende l'avenir et les différentes possibilités qui peuvent exister est révélateur de la compréhension de la situation politique et des points aveugles qui dominent implicitement les perceptions.

De ce point de vue, il est frappant de constater l'absence de discussion publique sur la possibilité d'une nouvelle dissolution de l'Assemblée Nationale (légalement possible à partir de juillet 2025, un an après les précédentes).

L'aspiration à la stabilité...

Aucune des forces politiques ne semble y avoir un intérêt. La plupart sont focalisées, soit sur leur maintien au gouvernement, soit sur la préparation de l'échéance présidentielle de 2027, avec toutes les étapes préalables (légitimes par ailleurs) qui comportent les congrès des diverses formations politiques, annonces de candidatures... Les élections municipales de 2026 constituent également une échéance qui occupe les esprits.

Il existe par ailleurs une forte aspiration à la stabilité politique dans une partie de la population. C'est vrai notamment pour les milieux économiques dirigeants qui détestent, plus que tout, les incertitudes que peuvent entraîner une expression démocratique mal « encadrée ». Mais cela s'exprime aussi dans une partie des milieux populaires qui peuvent craindre de subir les contrecoups économiques du chaos politique, notamment dans un contexte de multiplication des menaces sur l'emploi, du risque de licenciements, sans

compter une situation internationale pour le moins angoissante...

La conséquence de cette situation est le refus par les principales forces politiques d'envisager le vote d'une censure réelle du gouvernement Bayrou, qui amènerait sa chute et ouvrirait une nouvelle période d'instabilité.

... n'évacue pas le risque de crise

Mais le refus d'envisager de voter la censure a aussi un coût politique, en particulier face à un gouvernement Bayrou de plus en plus affaibli et impopulaire, qui doit mettre en œuvre dans les prochains mois une politique d'austérité pour redresser les finances publiques, préserver la politique de l'offre engagé par Emmanuel Macron, tout en évitant que le Rassemblement National et le Parti Socialiste ne le censurent. Sans compter les conséquences et rebondissements de l'affaire Betharam qui touchent directement le Premier Ministre ou encore l'issue de la pseudo « consultation » sur l'actualisation de la réforme des retraites qui est censée déboucher sur un vote à l'Assemblée.

Bref, il n'est pas sûr que les forces politiques qui souhaiteraient respecter le calendrier institutionnel, conforme à la V^e République jusqu'à l'élection présidentielle de 2027, ne se trouvent pas bousculées une nouvelle fois. La situation du Rassemblement National, sous le coup de la condamnation de Marine Le Pen qui pourrait l'empêcher de se présenter en 2027, pourrait amener cette formation fortement déstabilisée à changer de stratégie : pourquoi ne pas faire le saut d'une expérience gouvernementale limitée et sous contrainte pour renforcer la respectabilité et la crédibilité du parti ?

Bien sûr, la dissolution de l'Assemblée Nationale relève en définitive d'une décision du président de la République et Emmanuel Macron ne cesse de répéter qu'il s'y refuserait en toute circonstance. Mais là encore, une trop forte instabilité

gouvernementale pourrait le contraindre à changer de point de vue.

En débattre et se préparer

De nombreuses incertitudes existent. Comme l'écrivait un romancier sur la vie politique : rien ne se passe comme prévu. Surtout, il est peu probable que la vie politique française soit un long fleuve tranquille jusqu'à l'échéance présidentielle.

L'enjeu pour les forces de gauche serait donc, pour commencer, de discuter de cette hypothèse comme une possibilité concrète. Si elles ne s'enferment pas dans le scénario improbable d'une destitution d'Emmanuel Macron comme la France Insoumise l'avait défendu pendant quelque temps, elle dispose paradoxalement d'acquis importants pour mener une telle bataille. L'expérience de la campagne de juillet 2024, l'engagement du mouvement social, la structuration des collectifs locaux du Nouveau Front populaire, le programme du NFP constituent des points d'appuis essentiels. Même les discussions sur un ou une possible Première Ministre ne partent pas de rien !

Cela suppose par contre de surmonter une nouvelle fois les divisions et les volontés de tracer des frontières infranchissables entre deux gauches et en particulier entre socialistes et insoumis. De nouvelles élections législatives ne seraient cette fois pas un coup de tonnerre qui surprendrait toute la société, mais un exercice démocratique nécessaire face à une situation intenable. Elles ne seraient pas appréhendées de la même manière par les électrices et électeurs qui seraient confronté·es cette fois à la nécessité de mettre à fin à l'instabilité politique récurrente et donc de trancher plus nettement les enjeux d'orientation. Sans garantie de la netteté du résultat... Cela reviendrait presque à une inversion du calendrier entre Législatives et Présidentielles ! Ce qui illustre une fois de plus

l'épuisement du système monarchique de la V^e République et la profondeur de la crise politique française...

Lettre d'ENSEMBLE! n° 149

Category: Lettre d'ENSEMBLE!
écrit par jmfouquer | 19 mai 2025

**Lettre n° 149
du 01 mai 2025**

Au sommaire :

- L'Édito : Un 1er mai de luttes ;
- 4ème année de lutte pour les ex-GKN à Florence ;
- Solidaires contre l'islamophobie ;
- Non à la déportation des Palestinien.nes ! Stop à la guerre génocidaire ! Oui à la reconnaissance de l'État de Palestine ! ;
- Consultation des adhérent-e-s d'ENSEMBLE!

Lettre d'ENSEMBLE! n°149 01-05-2025